

	<p align="center">Examen au cas par cas réalisé par la personne publique responsable en application des articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme pour un plan local d'urbanisme</p> <p align="center">Demande d'avis conforme à l'autorité environnementale sur l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale</p> <hr/> <p align="center">Articles R. 104-33 à R. 104-37 du code de l'urbanisme</p>
---	--

En cas d'avis tacite, le formulaire sera publié sur le site Internet de l'autorité environnementale

Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative.

Votre attention est appelée sur le fait que les réponses apportées dans les cases de ce formulaire constituent des éléments particuliers sur lesquels votre analyse prendra appui, mais ils ne constituent pas l'analyse qui est à développer (rubrique 6)

Cadre réservé à l'autorité environnementale		
Date de réception :	Date de demande de pièces complémentaires :	N° d'enregistrement

1. Identification de la personne publique responsable
Dénomination
Commune de Saint-Genest-Malifaux
SIRET/SIREN
214 202 244 00015
Coordonnées (adresse, téléphone, courriel)
1, place de l'Hôtel de Ville – 42 660 SAINT-GENEST-MALIFAUX 04-77-51-20-01 / mairie@st-genest-malifaux.fr
Nom, prénom et qualité de la personne physique habilitée à représenter la personne publique responsable
DUCREUX Vincent, maire
Nom, prénom et qualité de la personne physique ressource (service technique, bureau d'étude, etc.)
SAHUC Emmanuel, DGS
Coordonnées de la personne physique ressource (adresse, téléphone, courriel)
1, place de l'Hôtel de Ville – 42 660 SAINT-GENEST-MALIFAUX 04-77-51-26-78 / 07-72-43-60-90 / mairie@st-genest-malifaux.fr

2. Identification du PLU
2.1 Type de document concerné (PLU, PLU(i))
PLU
2.2 Intitulé du document
Plan Local d'Urbanisme de Saint-Genest-Malifaux
2.3 Le cas échéant, la date d'approbation et l'adresse du site Internet qui permet de prendre connaissance du document
27/01/2017 – www.st-genest-malifaux.fr/plan-local-durbanisme/
2.4 Territoire (commune(s) ou EPCI) couvert par le PLU
Saint-Genest-Malifaux
2.5 Secteurs du territoire concernés par la procédure de révision, de modification ou de mise en compatibilité du PLU (matérialiser la localisation sur un document graphique)
Zone UC

3. Contexte de la planification
3.1 Documents de rang supérieur et documents applicables
Le territoire est-il couvert par un document de planification régionale (SAR, SDRIF, PADDUC, SRADDET) ?
<input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du document et date d'approbation :
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Le territoire est-il couvert par un SCoT ?
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, nom du SCoT et date d'approbation :
SCoT Sud Loire du 19 décembre 2013
Le territoire est-il couvert par d'autres types de documents exprimant une politique sectorielle (schéma d'aménagement et de gestion des eaux, plan de gestion des risques d'inondation, charte de parc naturel, PCAET, etc.) ?
SDAGE du Bassin Loire-Bretagne du 22 décembre 2015 SAGE Loire en Rhône Alpes du 30 août 2014 PLH de la communauté de communes des Monts du Pilat Charte du parc naturel régional du Pilat objectif 2025
3.2 Précédentes évaluations environnementales du PLU
Le PLU a fait l'objet d'une évaluation environnementale lors de son élaboration
<input checked="" type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si oui, préciser la date de l'avis de l'AE sur l'évaluation environnementale
9 septembre 2016
Si non, préciser, le cas échéant, la date de la décision issue de l'examen au cas par cas concluant à l'absence de nécessité de réaliser une évaluation environnementale
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si cette évaluation environnementale a été réalisée, a-t-elle été actualisée ?
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la date de l'actualisation
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Comment l'avis de l'autorité environnementale relatif à cette évaluation environnementale ou son actualisation a été pris en compte ? Expliquer les conséquences sur la procédure actuelle
Avis suivi
Aucune incidence sur la procédure en cours
Depuis l'évaluation environnementale initiale, ou sa dernière actualisation, le PLU a fait l'objet d'une procédure d'évolution qui n'a pas fait l'objet d'évaluation environnementale
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Si oui, préciser sa date d'approbation et son objet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4. Type de procédure engagée et objectifs de la procédure donnant lieu à la saisine

4.1 Type de procédure (révision, modification, mise en compatibilité) et fondement juridique

Modification simplifiée

4.2 Caractéristiques générales du territoire couvert par le PLU

4.2.1 Population concernée par le document, d'après le dernier recensement de la population (données INSEE)

3056

4.2.2 Caractéristiques spatiales

Superficie totale (en hectares)	4708			
Superficie par zones	Actuellement		Après évolution	
	Superficie (en ha)	Pourcentage de la superficie du territoire	Superficie (en ha)	Pourcentage de superficie du territoire
zones U	100,88	2,14	100,88	2,14

zones 1 AU	5,1	0,1	5,1	0,1
zones 2 AU	2,7	0,06	2,7	0,06
zones A	2061,86	43,79	2061,86	43,79
zones N	2537,46	53,89	2537,46	53,89
Total	4708	100	4708	100

4.2.3 Rappel des objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain fixés par le projet d'aménagement et de développement durables (PADD).

Le PADD de Saint-Genest-Malifaux s'articule autour de six axes retenus par les élus :

Axe 1 / Les Génésiens : moteur de la dynamique communale

La commune de Saint-Genest-Malifaux est attractive ; voisine de la ville de Saint-Etienne, elle fait partie de son aire urbaine. La commune est très accessible depuis l'agglomération stéphanoise. Les Génésiens bénéficient d'un cadre de vie exceptionnel, préservé par une agriculture qui reste dynamique.

Une augmentation forte de la croissance démographique n'est pas souhaitée, le maintien du rythme de croissance observé sur les trente dernières années permet à chacun de s'approprier le territoire et à la commune d'adapter son offre de services (établissements scolaires, équipements sportifs et culturels, crèche, ...).

Ainsi, il est envisagé :

❑ Objectif 1 : Conserver une croissance démographique raisonnable permettant l'intégration de la population à la vie communale.

- La hausse démographique envisagée est de l'ordre de 1% en moyenne par an

❑ Objectif 2 : Adapter les services publics aux évolutions de la population de la commune

- Maintenir un bon niveau de services pour conserver l'attractivité de la commune
- Adapter les services aux évolutions démographiques en cours sur le territoire
 - Une population jeune importante
 - Un vieillissement futur de la population

❑ Objectif 3 : Conserver une mixité sociale par une offre d'habitat qualitative et diversifiée

- Conserver la diversité sociale et intergénérationnelle
- Proposer une offre de logement adapté, en location ou en accession à la propriété

Axe 2 / Préserver le cadre de vie et favoriser le confort des logements

Le cadre de vie est un élément essentiel de la commune de Saint-Genest-Malifaux. Les Génésiens bénéficient d'un territoire préservé avec des panoramas remarquables où la nature rentre au coeur des zones bâties.

❑ Objectif 1 : Eviter de devenir une commune dortoir

- Maintenir une diversité de services et de commerces de proximité
- Conserver l'identité communale et le lien des habitants avec leur territoire
- Préserver et entretenir le patrimoine naturel de la commune
- Maintenir les espaces de respiration dans le bourg.

❑ Objectif 2 : Préserver et entretenir le patrimoine bâti

- Encourager la rénovation et l'amélioration thermique des logements anciens, en continuant la politique d'amélioration des logements.
- Permettre le changement de destination et l'usage en habitation des anciens bâtiments agricoles et scieries en raison de leur qualité architecturale ou patrimoniale.
- Conserver un attrait touristique fort pour permettre de maintenir le parc de résidences secondaires

❑ Objectif 3 : Conserver un rythme d'urbanisation cohérent et raisonnable, respectant les objectifs du PLH. Celui-ci donne un objectif de production de 112 logements sur 6 ans, soit 18.7 logements/an, soit environ 187 logements sur 10 ans.

Le plan local d'urbanisme permet la création de 184 logements sur les dix prochaines années. Ceux-ci sont répartis de la façon suivante :

Zones destinées à l'habitat	Surfaces (hectares)	Logements potentiels
Zones AU1	3.4	99
Zones AU2	2.7	59
Dents creuses et Bimby	3.6	26
Total	9.7	184

- Permettre le maintien à domicile des personnes âgées
- Optimiser l'usage du sol en densifiant le tissu urbain lorsque c'est possible
- Proposer de nouvelles formes d'urbanisation économes en espace correspondant à la demande actuelle
- Développer une offre de logements adaptée à l'évolution de la taille des ménages
- Permettre l'installation de jeunes ménages

Axe 3/ Conserver le dynamisme et l'attractivité économique de la commune

La commune de Saint-Genest-Malifaux dispose de commerces de proximité, nombreux et variés. Les activités de services et l'artisanat constituent les bases du tissu économique du territoire. Le dynamisme de la commune reste attractif pour certaines entreprises. Elle ne dispose plus de foncier à vocation économique ; toutes les zones d'activités sont complètes.

L'activité économique de la commune s'appuie toujours sur une activité agricole dynamique, où beaucoup d'exploitations ont mis en place la transformation et la vente de leur production.

Parallèlement, l'activité touristique permet le développement de nouvelles activités.

□ Objectif 1 : Soutenir et promouvoir l'économie locale

- Maintenir les activités existantes et permettre l'implantation de nouvelles activités en adéquation avec les réalités du territoire
- Conserver la diversité de l'offre commerciale et de services
- Permettre l'implantation de nouvelles entreprises
- Disposer d'une offre foncière adaptée aux activités économiques

□ Objectif 2 : Pérenniser et conforter l'activité agricole

- Permettre le maintien et le développement des exploitations agricoles existantes
- Permettre l'installation de jeunes agriculteurs sur la commune
- Maintenir la surface agricole utilisée au niveau actuel
- Préserver les terres épanchables

□ Objectif 3 : Développer l'activité touristique

- Maintenir la diversité des paysages et le cadre d'exception de la commune, notamment autour du barrage des Plats et des nombreux plans d'eau
- Maintenir les espaces forestiers comme espace de production et de détente et notamment les sapinières travaillées en futaies jardinées
- Permettre le développement d'activités touristiques existantes ou nouvelles, notamment en lien avec les exploitations agricoles et les productions locales.
- Préserver le maillage de chemins de randonnées.

Axe 4/ Préserver les milieux naturels et la biodiversité de la commune

Un des objectifs majeurs ce plan local d'urbanisme est de limiter l'étalement urbain et le mitage des espaces naturels et agricoles. Pour cela, sur les 10 prochaines années, seuls 6.1 hectares à destination d'habitat sont potentiellement urbanisables en extension de l'enveloppe urbaine existante. 3.4 hectares sont localisés dans les zones AU1 et 2.7

hectares en zones AU2. L'ensemble de ces zones est situé à proximité directe des zones actuellement urbanisées.

De plus, en accord avec la Communauté de commune 1.3 hectares de zone AUe sont destinés à recevoir des activités économiques.

Afin la commune a prévu une zone de 0.4 hectares destinées à recevoir des équipements publics.

Sur les dix dernières années la commune a très peu consommé d'espaces naturels ou agricoles. En effet seuls 5.3 hectares ont été urbanisés. Ce comportement vertueux met aujourd'hui la commune en difficulté par rapport à l'objectif chiffré de modération de la consommation foncière.

Objectif de consommation foncière sans prendre en compte les zones AU2 :

Les zones AU2, ne sont actuellement pas ouvertes à l'urbanisation. En effet, dans les neuf premières années du PLU, pour être urbanisables celles-ci doivent faire l'objet d'une modification motivée. Au-delà de cette période une révision allégée du PLU sera nécessaire afin d'urbaniser ces zones.

Objectif de consommation (5.1 hectares)/Consommation des dix dernières années (5.3 hectares)= 0.96

Objectif de consommation foncière en prenant compte les zones AU2 :

Objectif de consommation (7.8 hectares)/Consommation des dix dernières années (5.3 hectares)= 1.4

□ Objectif 1 : Préserver la ressource « Eau »

- Préserver la bonne qualité de l'eau potable distribuée
- Préserver la bonne qualité de l'eau de surface (ruisseaux, rivières, tourbières, zones humides d'importance écologique et retenue d'eau)
- Continuer d'assurer le bon traitement des eaux usées et le contrôle des assainissements autonomes
- Améliorer la gestion des eaux pluviales pour éviter la surcharge des réseaux d'assainissement par des eaux parasites

□ Objectif 2 : Limiter les impacts directs de l'urbanisation

- Limiter l'étalement urbain en confortant prioritairement l'enveloppe urbaine du bourg
- Limiter la consommation des espaces naturels

□ Objectif 3 : Limiter les impacts indirects de l'urbanisation

- Poursuivre une gestion de qualité des déchets et anticiper la gestion des déchets dans les nouveaux secteurs urbanisables
- Favoriser la valorisation énergétique des déchets
- Limiter les flux de véhicules, en développant les transports en commun et les modes de déplacement doux
- Continuer les actions en faveur des économies d'énergie
- Poursuivre le développement de projet d'énergie renouvelable (panneaux solaires, projet bois-énergie, ...) sous réserve de la qualité environnementale des projets
- Développer les zones urbanisables prioritairement dans les secteurs raccordables au réseau d'assainissement collectif

- Permettre les divisions de parcelles bâties dans quelques secteurs en zone d'assainissement non collectif après étude de sols démontrant la conformité des projets
- Prendre en compte les nuisances sonores et préserver les zones calmes
- Améliorer la prise en compte des risques dans les nouveaux aménagements et notamment la gestion des eaux pluviales

□ Objectif 4 : Préserver les milieux naturels

- Favoriser les pratiques agricoles respectueuses de l'environnement

- Mettre en place une trame verte et bleue multifonctionnelle qui allie préservation de la biodiversité et maintien des activités humaines (agriculture notamment)
- Préserver les zones humides en évitant la fermeture des milieux

Axe 5/ Préserver et mettre en valeur le paysage

Les paysages agricoles de la commune cernés par la forêt sont très ouverts et permettent des vues lointaines exceptionnelles. Le maintien de ces dégagements visuels est avant tout conditionné au maintien d'une agriculture dynamique, une déprise agricole entraînerait l'enfrichement puis le boisement d'une partie de la commune.

□ Objectif 1 : Préserver le patrimoine

- Préserver le patrimoine bâti et le petit patrimoine
- Préserver et pérenniser les éléments remarquables de paysage (alignement d'arbres, ripisylve, ...)

□ Objectif 2 : Préserver et mettre en valeur le paysage

- Planter les nouvelles zones urbanisables dans les zones les moins sensibles du paysage en cohérence avec l'enveloppe urbaine existante
- Veiller à l'intégration des nouveaux bâtiments en harmonie avec le relief
- Maintenir les espaces ouverts et les perspectives lointaines
- Préserver les entrées du Bourg

Axe 6/ Les déplacements

□ Objectif 1 : Optimiser l'usage du domaine public

- Adapter le nombre de places de stationnement par logement créé pour éviter l'occupation permanente du domaine public par les véhicules

□ Objectif 2 : Encourager les alternatives à la voiture individuelle

- Favoriser l'utilisation des transports en commun et du co-voiturage
- Développer les nouvelles zones urbaines dans les secteurs déjà desservis par les transports en commun

Ces six objectifs fondamentaux débattus par le conseil municipal visent à permettre :

- La limitation des déplacements motorisés
- La protection des paysages
- Le confortement de la qualité du cadre de vie
- Le maintien de la dynamique économique : commerces, services, artisans et exploitations agricoles
- L'adaptation du développement à la capacité des réseaux techniques
- la prise en compte de la protection des biens et des personnes

En affichant ces six axes prioritaires, la commune de Saint-Genest-Malifaux conduit :

- A concentrer l'ensemble des fonctions urbaines (commerces, services, équipements) sur le bourg,
- A mobiliser prioritairement le foncier inscrit dans l'espace urbanisé,
- A anticiper les besoins à venir en définissant de nouvelles zones d'extension urbaine sans dépasser des «limites naturelles» du territoire (limites topographiques, hydrographiques ou paysagères).

4.3 Caractéristiques de la procédure

4.3.1 Contenu et objectifs de la procédure

Par une délibération du 27 juin 2025, le conseil municipal a initié la procédure de modification simplifiée n° 1 du PLU. Cette modification aura les objectifs suivants :

- Apporter une meilleure cohérence entre les règles de construction applicables en zone UC du PLU ;
 - Favoriser le développement des constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif dans le respect du cadre urbain existant ;
 - Répondre aux besoins croissants de la population à disposer d'infrastructures de services collectifs et d'équipements publics ».
- « La zone UC est principalement destinée à l'habitat (constructions individuelles, petits collectifs), tout en facilitant les constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif pour permettre d'avoir des équipements collectifs et de services publics adaptés. »

4.3.2 La procédure a pour objet d'ouvrir une ou des zones à l'urbanisation ou de pouvoir autoriser des constructions

☒ Oui

☐ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Zone UC, 68,79 ha

Les incidences sur l'environnement de cette ouverture à l'urbanisation, ainsi que les incidences au regard des objectifs de conservation d'un site Natura 2000 ou, pour les territoires ultra-marins, au regard des objectifs de conservation des espaces nécessaires aux fonctionnalités écologiques ont-elles été analysées dans l'évaluation environnementale initiale ou dans sa version actualisée ?

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser les pages de l'évaluation environnementale initiale ou de son actualisation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.3 La procédure a pour objet ou pour effet d'augmenter la densité de certains secteurs

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

4.3.4 La procédure a pour objet :

- de créer un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

- de déclasser un espace boisé classé

☐ Oui

☒ Non

Si oui, préciser la localisation et la superficie

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de classer de nouveaux espaces agricoles, naturels ou forestiers <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de déclasser un espace agricole, naturel ou forestier <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser la localisation et les superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de créer de nouvelles protections environnementales <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- de supprimer une protection édictée en raison des risques de nuisance, qualité des sites, paysages, milieux naturels <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les protections et leurs superficies
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.4 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une déclaration de projet
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.5 Mise en compatibilité du PLU dans le cadre d'une procédure intégrée (L. 300-6-1)
- Description de l'opération ou du projet nécessitant la mise en compatibilité et indications des éléments devant être mis en compatibilité avec le projet
- Le projet concerné par la mise en compatibilité est soumis à évaluation environnementale : <input type="checkbox"/> Oui

<input type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance de la décision issue de l'examen au cas par cas ou de l'étude d'impact du projet concerné par la mise en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.6 Mise en compatibilité du PLU avec un document supérieur
- Document(s) avec le(s)quel(s) le PLU est mis en compatibilité : parmi les documents listés à la rubrique 3.1 , intitulé du document, date d'approbation et l'adresse du site internet qui permet de prendre connaissance du document
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- Motif pour lequel le PLU est mis en compatibilité
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
4.7 La procédure a des effets au-delà des frontières nationales
<input type="checkbox"/> Oui
<input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser les effets
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5. Sensibilité environnementale du territoire concerné par la procédure			
5.1 Le plan local d'urbanisme est concerné par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, des articles L. 332-1 et L. 332-16 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de l'article L. 515-12 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Des abords des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Réservoir de biodiversité et corridors écologiques
Une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	7 de type I et 2 de type II
Un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
5.2 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine sont concernés par :			
	Oui	Non	Si oui, précisez
Les dispositions de la loi montagne	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Les dispositions de la loi littoral	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques technologiques prévu à l'article L. 515-15 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un plan de prévention des risques naturels prévisibles prévu à l'article L. 562-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes relatives aux installations classées pour la protection de l'environnement instituées en application de l'article L. 515-8 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Un périmètre des servitudes sur des terrains pollués, sur l'emprise des sites de stockage de déchets, sur l'emprise d'anciennes carrières ou dans le voisinage d'un site de stockage géologique de dioxyde de carbone instituées en application de	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

l'article L. 515-12 du code de l'environnement			
Un plan de prévention des risques miniers prévus à l'article L. 174-5 du code minier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.3 Le ou les secteurs qui font l'objet de la procédure donnant lieu à la saisine se situent dans ou à proximité :

	Oui	Non	Lequel et à quelle distance ?
D'un site désigné Natura 2000 en application de l'article L. 414-1 du code de l'environnement (ZICO, ZPS, ZSC)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un cœur de parc national délimité en application de l'article L. 331-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une réserve naturelle ou un périmètre de protection autour d'une réserve institués en application, respectivement, de l'article L. 332-1 et des articles L. 332-16 à L. 332-18 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un site inscrit ou classé en application des articles L. 341-1 et L. 341-2 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'un site patrimonial remarquable créé en application des articles L. 631-1 et L. 632-2 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un abord des monuments historiques prévus aux articles L. 621-30 et L. 621-31 du code du patrimoine	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une zone humide prévue à l'article L. 211-1 du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'une trame verte et bleue prévue à l'article L. 371-1 du code de l'environnement (préciser réservoir de biodiversité et/ou corridor écologique)	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

D'une ZNIEFF (préciser type I ou II) prévue à l'article L. 411-1 A du code de l'environnement	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace naturel sensible prévu à l'article L. 113-8 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace concerné par : - un arrêté de protection de biotope prévu à l'article R. 411-15 du code de l'environnement ; - un arrêté le listant comme un site d'intérêt géologique prévu à l'article R. 411-17-1 du même code ; - un arrêté le listant comme une zone prioritaire pour la biodiversité prévue à l'article R. 411-17-3 du même code	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un espace boisé classé prévu à l'article L. 113-1 du code de l'urbanisme, une forêt de protection prévue à l'article L. 141-1 du code forestier	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-19 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
D'un secteur délimité par le plan local d'urbanisme en application de l'article L. 151-23 du code de l'urbanisme	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
Autre protection	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

5.4 Des constructions à usage d'habitation ou des établissements recevant du public sont-ils prévus dans des zones de nuisances (nuisances sonores, qualité de l'air, pollution des sols, etc.) ?

- ☐ Oui
☒ Non

Si oui, précisez :

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

6. Auto-évaluation

L'auto-évaluation doit **identifier** les effets potentiels de la procédure qui fait l'objet du présent formulaire compte-tenu de sa nature, de sa localisation – c'est-à-dire en prenant en compte la sensibilité du territoire concerné - et **expliquer** pourquoi la procédure concernée n'est pas susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement.

Se reporter à la rubrique 6 de la notice explicative pour le détail de la démarche permettant l'auto-évaluation. Fournir une note détaillée en annexe (cf. point 8).

7. Autres procédures consultatives
7.1 Date prévisionnelle de transmission du projet aux personnes publiques associées
05/08/2025
7.2 Autres consultations envisagées (consultations obligatoires et facultatives)
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
7.3 Procédure de participation du public envisagée
- enquête publique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- participation du public par voie électronique <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
- enquête publique unique organisée avec une ou plusieurs autres procédures <input type="checkbox"/> Oui <input checked="" type="checkbox"/> Non
Si oui, préciser lesquelles
Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.
- autre, préciser les modalités
Mise à disposition du public du dossier pendant un mois en mairie

8. Annexes	
8.1 Annexes obligatoires	
1 Dossier de révision, modification ou mise en compatibilité du PLU (comprenant notamment, le cas échéant, l'exposé des motifs des changements apportés)	<input checked="" type="checkbox"/>
2 Documents graphiques matérialisant la localisation des secteurs du territoire concernés par la procédure soumise à l'avis de l'autorité environnementale et comportant des zooms qui permettent de localiser et identifier les secteurs avant et après mise en œuvre des opérations (rubrique 2.5).	<input checked="" type="checkbox"/>
3 L'auto-évaluation (rubrique 6)	<input checked="" type="checkbox"/>
4 Version dématérialisée du document mentionné dans les rubriques 2.3, 4.3.2, 4.4, 4.5 et 4.6 lorsqu'il n'est pas consultable sur un site <i>Internet</i>	<input type="checkbox"/>
8.2 Autres annexes volontairement transmises par le déposant	
Veuillez préciser les annexes jointes au présent formulaire, ainsi que les rubriques auxquelles elles se rattachent	
Note détaillée d'auto-évaluation	

9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus

(personne publique responsable)

Fait à	Saint-Genest-Malifaux	le,	19 juillet 2025
Nom	DUCREUX	Prénom	Vincent
Qualité	Maire		

Signature

